

«L'inachevée européenne - de Schuman» dans Süddeutsche Zeitung (29-20 juin 1968)

Légende: Les 29 et 30 juin 1968, commentant l'achèvement, à dater du 1er juillet 1968, de l'union tarifaire entre les Six, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung dresse un tableau critique de l'état de la Communauté économique européenne (CEE).

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Dürrmeier, Hans ; R Herausgeber Proebst, Hermann. 29.-30.06.1968, Nr. 156; 24. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Europas Unvollendete - von Schuman", auteur:Thoma, Franz , p. 4.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_inachevee_europeenne_de_schuman_dans_suddeutsche_zeitung_29_20_juin_1968-fr-f4bccb72-e69c-4f6d-855b-72898d2036c5.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

L'inachevée européenne – de Schuman

par Franz Thoma

Le rideau se lève, nous l'accueillons sous nos applaudissements: l'inachevée européenne. Cependant, nous ne voulons ni ne pouvons l'acclamer avec enthousiasme. L'union douanière inachevée de l'Europe commence le 1^{er} juillet. Si ce mot n'était pas si éculé, nous dirions à juste titre qu'elle pose un jalon. Si on nous avait dit il y a vingt ans, devant le berceau de la nouvelle monnaie, qu'à partir du 1^{er} juillet 1968, nous pourrions, sans être importunés par les douaniers, revenir de Paris, Rome ou Bruxelles les valises pleines de marchandises, autant qu'il nous plairait, nous aurions crié au fabulateur. La réalité, c'est qu'à partir de lundi, il n'y aura plus de droits de douane dans l'Europe des Six, du moins officiellement. Et l'événement français s'est produit un an et demi plus tôt que ne le stipulait le manuel d'éducation du Traité de Rome.

Ne versons cependant pas des larmes de joie, car ce n'est que les yeux secs que nous pouvons distinguer ce qu'il y a d'inachevé dans l'union douanière. Il est vrai que les droits de douane entre les six pays ont été supprimés, mais nous sommes encore loin de la libre circulation des marchandises. Tout à fait comme le voulait l'accord, les barrières douanières visibles ont été abattues, mais les barrières *invisibles*, d'autant plus difficiles à franchir, ont été renforcées, voire nouvellement instaurées. Cela commence avec les bovins, où l'on se heurte non à des barrières douanières, mais à des dispositions vétérinaires. Cela continue avec les voitures: des manipulations fiscales empêchent la concurrence. Cela inclut les impôts divergents, avec lesquels la circulation des marchandises est manipulée au sein de la Communauté économique européenne (CEE). Ainsi, lundi prochain, le vacancier se frottera donc avec étonnement les yeux aux postes-frontières, lorsqu'il verra comme toujours devant et à côté de lui des poids lourds fouillés par la douane - comme toujours.

L'échine brisée

Des barrières douanières cachées - elles sont plus que le reflet d'une peur de la concurrence qui ne s'évanouira évidemment pas après le 1^{er} juillet dans les industries des six États de la CEE. Elles reflètent surtout également un esprit européen devenu mercantile dans les différents pays membres. C'est pourquoi, après des périodes où les objectifs étaient fondamentalement différents, la technocratie de Bruxelles est tombée aujourd'hui en grande partie dans un état d'auto-administration. Si, au début, l'économie devait faire des sacrifices pour l'objectif politique de la CEE, on ne voulait plus tard absolument rien savoir d'une CEE politique, notamment à Paris. Le retrait de Hallstein exigé par la France n'est pas seulement un problème personnel de l'ancien président. Il a révélé à Bruxelles qui est le maître dans la maison européenne. Depuis, plus aucune idée féconde, aucune proposition stimulante, voire lumineuse, ne sort plus du silo administratif de Bruxelles, que le citoyen européen contemple déjà sans cela avec un certain mécontentement.

En effet, les formules des technocrates européens demeurent à ses yeux, pour le moins, totalement absconses. Un enchevêtrement confus de règlements sur le marché agricole pousse même les personnes les plus réceptives à se demander à juste titre si on poursuit vraiment encore l'objectif qu'on voulait atteindre à l'origine: non un grand cartel, mais un grand marché dans lequel on produirait, au bénéfice de tous, là où la production serait la plus avantageuse. Un marché dans lequel tous pourraient également travailler où ils veulent, librement et en bénéficiant des mêmes droits. Aujourd'hui, ils ne le peuvent pas – pas encore, espérons-le.

Cet espoir ne repose pas sur Bruxelles, mais sur les capitales européennes. Car le ou les responsables, d'une part, de la stagnation de la CEE et, d'autre part, de bien des aspects illogiques de ce grand marché, nous les trouvons dans les pays membres. Depuis que la France a pu se permettre égoïstement, il y a quelques années, de violer ouvertement le traité, la technocratie à Bruxelles a les reins cassés, et les impulsions n'ont cessé de s'affaiblir. Comme chacun sait que sans la France il n'y aurait pas d'Europe, et le gouvernement de Paris le sait mieux que quiconque, c'est ce pays qui fixe la cadence. C'était d'abord la cadence d'un récalcitrant et, maintenant, devant le désastre économique français, c'est la cadence d'un boiteux.

Que ce soit pour la mise à l'écart de l'Angleterre, que tous les autres partenaires de la CEE voulaient voir

dès le départ dans la Communauté, ou pour le financement des différents fonds, la France de de Gaulle a toujours imposé ses intérêts particuliers. Elle a fait chanter une Communauté qui doit son avènement à une autre France, la France du grand Européen Robert Schuman. Lorsqu'on regarde de l'autre côté, lorsqu'on cherche qui, par complaisance et par suite de son hérédité politique, a toujours payé les traites européennes tirées à Paris, on découvre que c'est inévitablement nous-mêmes qui tenons ce rôle. Demain encore, on nous demandera de passer à la caisse, quand la France devra tirer les conséquences financières de sa confusion intérieure, et de faire preuve de patience, quand la France demandera de nouvelles exceptions et reviendra même à une limitation pure et simple de ses importations.

Il faut porter un regard objectif sur cette situation, *sans* se lamenter. En effet, en ne considérant que les nombreuses déceptions quotidiennes sur le plan européen, depuis le prix du colza jusqu'à la politique à l'égard de l'Est, on pourrait aisément ne pas voir les avantages, perdre de vue les objectifs ambitieux de la CEE. N'oublions pas que, dans des domaines importants, le Traité de Rome produit ses effets sans bruit. Il crée des situations nouvelles, qui ne peuvent plus être balayées. Un exemple: les Pays-Bas, la Belgique et certaines parties de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie sont devenus, grâce au marché commun, *une seule* région industrielle, avec des interdépendances internes qui, normalement, ne peuvent plus guère être défaites. L'automatisme du traité vient ainsi de lui-même à bout de bien des individualismes des États membres.

L'avenir technologique

Tous les partenaires, au sein de la CEE, savent également très bien qu'ensemble, nous sommes plus forts. Dire que nous ne pourrions maîtriser l'avenir économique qu'ensemble peut passer pour un lieu commun. Mais il suffit de regarder les tâches technologiques liées au développement industriel moderne et de voir comment ce vieux petit continent doit manœuvrer entre deux jeunes géants, les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, pour constater que même l'Europe des Six est trop petite pour y parvenir.

La petite Europe porte donc bien son nom! Avec de telles perspectives sous les yeux, on s'effraiera de la pusillanimité des États nationaux qui, jusqu'à présent, pour ne citer qu'un exemple, a empêché qu'un pharmacien allemand et un pharmacien français ne soient formés de manière à ce que tous deux puissent exercer librement leur activité dans les deux pays. L'Europe des Six est inachevée. Espérons que ceux qui pourront l'achever soient déjà nés.